



PS Suisse



Sprint final pour la justice salariale

Il ne reste que quelques jours pour un appel à la mobilisation générale afin de parvenir, enfin, à une meilleure justice salariale dans notre pays. OUI à l'initiative 1:12 le 24 novembre.

Page 4

POUR LES FAMILLES RICHES



Un cadeau fiscal aux familles les plus aisées : un brillant exemple du programme de l'UDC. Les bas et moyens revenus paieront l'addition et les plus riches seront... un peu plus riches.

Page 5

CAISSE MALADIE PUBLIQUE



L'initiative pour une caisse maladie publique sera traitée par le Conseil des Etats lors de sa session d'hiver. Le point sur un changement fondamental avec Stéphane Rossini.

Page 6

LIVRE DU JUBILÉ



125 ans de combats « pour toutes et tous, sans privilèges » méritaient bien une belle fête en septembre dernier et un bel ouvrage pour retracer ces luttes, ces victoires, ces acquis...

Page 11



NON À LA FARCE DE L'UDC

Non à l'initiative UDC sur les familles
le 24 novembre

**POUR TOUS
SANS
PRIVILÈGES**





Un an déjà

Les Co-secrétaires générales du PS Suisse, Leyla Gül et Flavia Wasserfallen, sont assises à la table de la cafétéria et discutent. De ma place de travail, située juste à côté, j'ai surpris leur discussion. Bonjour la NSA !

F: Leyla, nous sommes au secrétariat général du PS Suisse depuis maintenant une année.

L: Quoi, depuis une année déjà? J'ai de la peine à le croire. Tu te souviens encore de nos débuts?

F: Oh oui. Juste à notre entrée en fonction, il y avait deux décisions très débattues à l'interne. A l'Assemblée des délégués, en décembre dernier à Thoune, les débats étaient tendus. Est-ce que le Parti doit accepter des dons de l'économie à certaines conditions? Et soutenons-nous le référendum contre la révision urgente de la loi sur l'asile?

L: Mais la discussion s'est déroulée de manière correcte et cela m'a plu. Un parti, qui se fritte de manière décente, c'est beaucoup plus passionnant qu'une décision prise à l'unanimité, sans débat!

F: C'est vrai, mais ce n'est pas toujours comme cela! Immédiatement après, contre les profiteurs, nous avons tous été unis.

L: Et qui aurait pensé qu'une initiative contre les profiteurs, contre laquelle toutes les forces de « l'élite » économique et des partis de droite luttent, pouvait recueillir 67% des voix?

F: C'était une belle vitrine pour le Parti. Mais ce qui m'a encore plus motivée, c'est l'engagement formidable de nos militants pour l'initiative 1:12. Il y a deux semaines, une section a encore commandé du matériel, et je ne savais même pas qu'elle existait!

L: Vraiment, l'engagement des militants, des sections, des Partis cantonaux, c'est ce que j'aime tant dans ce parti. Quand je repense aux plus de 3000 membres présents à la fête

de jubilé – à chaque fois que j'y pense, ça me donne la chair de poule.

F: Espérons que nous pourrons utiliser à nouveau cette énergie pour l'initiative sur les salaires minimums. Elle sera soumise au vote l'année prochaine.

L: Et ça montre déjà son effet! Il n'y a pas un jour sans qu'un gros patron de l'industrie ne doive défendre son salaire ou qu'un politicien de droite reconnaisse que ça ne peut plus continuer ainsi. C'est plutôt réjouissant quand on voit que même Lidl a déjà décidé d'introduire un salaire minimum de 4000 francs par mois.

F: Lidl est gentil, mais quand tu reçois au mieux un poste à 60%, ça tourne plutôt à la farce. Et cela touche en majorité les femmes.

Flavia se lève et pose deux verres sur la table.

F: Veux-tu aussi de l'eau? Où sont passées les bouteilles d'eau?

L: Nous n'en avons plus. Nous faisons désormais partie de la Communauté bleue de Berne.

F: La quoi?!

L: L'eau du robinet est au moins aussi bonne que celle qui est achetée, mise en bouteille et transportée. C'est pourquoi nous remplissons maintenant ces belles carafes en verre de la ville de Berne.

F: Okay, eh bien « trinquons » à notre première année au Secrétariat et à la suite... Plein de succès!

Ecoutez !

Les récentes élections au Conseil d'Etat genevois ont vu l'accession d'un représentant du MCG à l'exécutif du bout du lac. Elu de justice, le signal doit pourtant être clairement entendu : la situation ne peut plus continuer ainsi !



Mouvement contestataire, il apporte des semblants de solutions simplistes à des problèmes complexes, mais réels. Et le canton de Genève, comme canton frontalier, ressent plus que d'autres certains

effets secondaires de la libre circulation : sous-enchère salariale, dumping social, crise du logement, pénurie dans la formation, ...

La libre circulation est un système qui a fait ses preuves. Elle permet de répondre aux besoins de l'économie, sans bureaucratie excessive, tout en souplesse. Mais les dommages collatéraux ne se sont pas faits attendre... Le Parti socialiste s'est engagé dès le départ en faveur de la libre circulation, tout en précisant que des mesures d'accompagnement étaient absolument nécessaires pour que le système puisse fonctionner, sans tomber dans des travers prévisibles.

Chers partis de droite économique, écoutez ! Ecoutez ce que le peuple vous dit ; ne faites plus la sourde oreille aux inquiétudes des travailleur-euse-s et des locataires de notre pays. Les pommiers vantant les mérites de la libre-circulation des personnes, affichés à travers toute la Suisse, ne suffiront plus à convaincre du bien-fondé de la libre-circulation des personnes. Car les fruits de ces pommiers, si nombreux soient-ils, ne profitent aujourd'hui qu'à quelques personnes.

Le Parti socialiste a bien écouté et il a entendu la crainte de la population. Une crainte justifiée contre laquelle le PS a régulièrement mis en garde les partis de droite, trop occupés à défendre la place économique pour prêter une oreille attentive aux véritables inquiétudes de la population.

Le PS exige de véritables mesures d'accompagnement, sans quoi il ne soutiendra pas l'extension de la libre circulation. Les cartes sont posées, la balle est maintenant dans le camp des défenseurs des accords bilatéraux... A eux de saisir cette occasion.

Gaël Bourgeois

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch

Rédaction Gaël Bourgeois et Charles Reinmann

Production Atelier Bläuer, Berne

Le modèle suisse, ce n'est ni l'excès, ni la cupidité.

De plus en plus souvent, la collectivité doit payer la note des excès de managers aux salaires démesurés. De plus en plus souvent, des salarié-e-s compétent-e-s perdent leur emploi parce qu'un directeur déconnecté des réalités ou un trader obnubilé par le gain immédiat a mené son entreprise au bord de la ruine. Et, de plus en plus souvent, une poignée de dirigeants et d'administrateurs cupides captent à leur unique profit les bénéfices auxquels tous les travailleurs de l'entreprise ont contribué. Le résultat : une aggravation des inégalités, une redistribution des richesses vers le haut.

Lorsque le privé commet pareils excès, l'intervention de l'Etat est légitime. Il doit corriger les inégalités salariales entre femmes et hommes. Il doit combattre la sous-enchère salariale. Il doit empêcher que de mauvaises politiques de rémunérations incitent les banques «too big to fail» à prendre des risques inconsidérés. Et, début 2013, le peuple et les cantons lui ont ordonné d'agir contre les excès salariaux dans les entreprises cotées en bourse, en plébiscitant l'initiative «contre les rémunérations abusives».

Imposer une limite stricte aux salaires des dirigeants, comme le préconise l'initiative «1:12», est donc salutaire à tous points de vue. C'est une initiative bien conçue, à la fois simple, mais suffisamment complète pour éviter les abus. C'est une initiative qui remet la question de la justice sociale et salariale au cœur du débat public. C'est une initiative qui opère une frappe chirurgicale sur la toute petite minorité de très grandes entreprises qui octroie

des rémunérations abusives. C'est aussi une initiative qui met les partisans d'un libéralisme effréné face à leurs contradictions. Alors que, lors de la campagne sur l'initiative «contre les rémunérations abusives», toute la droite a clamé qu'elle était, elle aussi, «opposée aux salaires abusifs», la voilà qui monte au créneau

Ce ton délétère montre bien que, derrière un vernis de modération, se cache la volonté de laisser libre cours aux salaires des topmanagers, au nom d'un droit inaliénable à la cupidité.

pour condamner «un diktat», «une atteinte à la Patrie», voire carrément du «communisme». Et, pour torpiller une initiative qui remet en cause ce qu'elle a érigé en modèle de société, la droite dépense des millions pour tenter de vendre à la population des scénarios-catastrophe, qu'elle juge pourtant «irréalistes». Ce ton délétère montre bien que, derrière un vernis de modération, se cache la volonté de

laisser libre cours aux salaires des topmanagers, au nom d'un droit inaliénable à la cupidité, fût-ce au détriment de l'intérêt général. Son combat contre l'initiative 1:12 cache aussi une profonde aversion pour les décisions du peuple, qui n'aurait, selon elle, pas à se mêler de ce qui se passe dans les entreprises.

Mettons les choses au point. L'initiative de la Jeunesse socialiste défend le «modèle suisse» en renforçant les vrais éléments de son succès : proportionnalité, solidarité, cohésion sociale, démocratie. Oui, les abus salariaux sont néfastes et doivent être stoppés. Oui, il est légitime que le peuple corrige les excès des entreprises privées. Oui, notre pays a besoin de plus de justice sociale et d'une meilleure distribution des richesses. Oui à l'initiative 1:12!

Jean Christophe Schwaab,
conseiller national (VD)



Action de la JS Suisse, le 23 octobre dernier, contre les façades de l'UBS à Zurich



Initiative UDC sur les familles : Pas de cadeaux fiscaux aux plus riches.

Les plus riches en profitent, tous les autres paient

L'initiative de l'UDC sur les familles est dangereuse. Acceptée, elle détruirait tout ce pour quoi le Parti socialiste s'engage. Les propositions en matière de politique familiale que nous avons réussi à faire passer seraient remises en question, tout comme les projets que nous souhaitons développer. Tout ça en faveur d'une politique fiscale qui ne profiterait qu'aux plus riches.

Faisons la liste: l'harmonisation des allocations familiales, le financement des crèches et des garderies ou l'introduction d'un congé maternité ont permis d'améliorer considérablement la vie des familles de ce pays. Nous souhaitons par ailleurs renforcer ces mesures avec l'introduction d'un congé parental ou une hausse des allocations familiales. L'UDC, au contraire, défend les plus riches. Elle propose d'offrir un cadeau fiscal aux ménages les plus fortunés alors que les familles modestes et moyennes ne verront pas la couleur de cet allègement. En effet, 50% des familles ne paient aujourd'hui aucun impôt fédéral direct et ne tireront par conséquent, aucun avantage de cette initiative. Pour les revenus moyens, la déduction fiscale ne couvre même pas une sortie au cinéma à quatre. Pour les quelques familles dont les revenus sont élevés et qui peuvent se permettre d'avoir un des deux parents qui reste à la maison pour s'occuper des enfants, alors la déduction est extrêmement profitable.

Nous devons nous battre pour que les revenus des ménages soient suffisants, que l'accès aux crèches, à la formation, aux loisirs soit facilité, pour que les parents bénéficient d'une qualité de vie leur permettant de s'occuper avec amour et attention de leurs enfants.

D'autre part, cette initiative participe, comme toutes celles de l'UDC, à un affaiblissement de l'Etat. En cas d'acceptation de l'initiative, tout le monde s'accorde à évaluer les conséquences financières pour la Confédération: près de 400 millions de francs par an, auxquels s'ajoutera près d'un milliard, qui fera défaut dans les caisses cantonales. En clair, cela signifie des mesures d'économies dans de

larges pans des financements publics. La hache budgétaire pourrait précisément s'abattre sur les familles qui aujourd'hui bénéficient d'une aide pour la prise en charge de leurs enfants.

Enfin, cette initiative contribue à précariser plus encore les familles en Suisse. Les familles

monoparentales, celles dont les parents vivent en concubinage, les familles dont les deux parents sont contraints de travailler pour subsister. Nous devons nous battre au contraire pour que la venue d'un enfant ne soit plus synonyme de pauvreté. Pour que les revenus des ménages soient suffisants, que l'accès aux crèches, à la formation, aux loisirs soit facilité, pour que les parents bénéficient d'une qualité de vie leur permettant de s'occuper avec amour et attention de leurs enfants. C'est là le programme du Parti socialiste en faveur des familles.

L'initiative pour les familles oppose les modèles familiaux entre eux, des femmes à d'autres femmes. Elle prend en otage les enfants de ce pays afin d'imposer une politique libérale et antisociale. Nous devons la renvoyer à la maison UDC.

Géraldine Savary
vice-présidente du PS Suisse
et conseillère aux Etats (VD)





Vignette à 100 francs ?

L'Assemblée des délégué-e-s du 26 octobre dernier à Baden (AG) a longuement débattu de cette question. Au final, le PS Suisse a décidé de laisser la liberté de vote sur cet objet. Le point avec un défenseur de l'augmentation du prix de la vignette et un opposant.

Le 24 novembre nous ne voterons pas pour ou contre la route, ni pour ou contre son entretien. La voiture est nécessaire et, pour des nombreuses personnes, elle ne peut pas être remplacée par les transports publics, c'est un fait. Néanmoins, cette augmentation excessive de la vignette autoroutière servira avant tout à dégager les moyens financiers nécessaires à la construction de nouvelles routes ou d'élargissements inutiles.



Cette augmentation excessive de la vignette autoroutière servira avant tout à dégager les moyens financiers nécessaires à la construction de nouvelles routes ou d'élargissements inutiles.

Filippo Rivola, vice-secrétaire central de la JS Suisse

Inutiles car les bouchons ne disparaîtraient pas, ils seraient tout simplement déplacés. Il y a des projets qui sont nécessaires – car le trafic de transit ne doit pas passer au milieu d'une ville – comme les contournements de Morges ou du Locle. C'est pour cela qu'une augmentation modérée à 70 ou même 80 francs aurait été acceptable. Mais une augmentation brutale, à 100 francs, dégagera trop de moyens supplémentaires, qui seraient inévitablement utilisés dans le but de financer la construction de routes contestées, comme le deuxième tunnel routier au Gothard.

Sur ce point, le Conseil fédéral s'est voulu rassurant. Mais comment lui faire confiance, quand, il y a quelques années à peine, il excluait catégoriquement d'envisager la construction de ce second tube? Si ce tunnel devait être construit, c'est toute la politique du transfert des poids lourds, de la route au rail, qui serait mise en danger, et on réduirait à néant les investissements d'Alptransit. Laissons le peuple se prononcer sur ces projets contestés, au lieu de donner une carte blanche à leur financement.

Le Conseil fédéral et le Parlement ont lié la reprise de 383 Km de routes cantonales (d'importance nationale) dans le réseau des routes nationales à l'augmentation du prix de la vignette autoroutière à 100 francs.

Ce transfert concerne des routes dans 18 cantons et il est particulièrement important pour les régions périphériques, qui doivent rattraper un retard important dans l'adaptation de leurs infrastructures routières au



Voter OUI, c'est rendre possible des adaptations indispensables du réseau routier et c'est faire preuve de solidarité avec les régions périphériques.

Jacques-André Maire, conseiller national (NE)

vu de l'augmentation massive du trafic constatée ces dernières années.

Ces adaptations doivent permettre d'améliorer :

- La sécurité des divers usagers
- La qualité de vie des habitants des villes et agglomérations concernées
- Le rattachement de localités périphériques au réseau national
- Le développement économique des régions concernées (accessibilité) et leur desserte par les transports en commun routiers (cars/bus)

L'augmentation rapportera 300 millions supplémentaires par année (dont un tiers payé par les étrangers) et les projets connus qui seront ainsi financés coûteront 8 à 10 milliards! C'est dire s'il n'y aura pas de réserves pour la construction de nouvelles autoroutes et encore moins pour un deuxième tube routier au Gothard! A ce propos, le peuple aura à se prononcer car un financement spécifique devra être prévu.

La vignette n'a pas augmenté depuis 20 ans... contrairement au prix des transports publics qui ont subi des hausses importantes sur la même période.

Voter OUI à l'augmentation de la vignette, c'est rendre possible des adaptations indispensables du réseau routier et c'est faire preuve de solidarité avec les régions périphériques qui ont été, jusqu'ici, moins bien servies en matière de développement des infrastructures de transports!

Immigration de masse : des mesures politiques plutôt qu'un auto-goal

Le 9 février prochain, le peuple et les cantons suisses devront se prononcer sur l'initiative populaire de l'UDC « contre l'immigration de masse ». Dans son message à ce sujet, le Conseil fédéral souligne notamment que si elle devait être mise en œuvre en ces termes, l'initiative pourrait contrevenir au principe intangible du non refoulement, qui prévoit que personne ne peut être renvoyé dans un pays où sa vie ou son intégrité physique seraient menacées. Le gouvernement recommande dès lors de la rejeter. Le Conseil national a repoussé ce texte le 20 juin 2013 par 128 voix contre 49 et n'a obtenu aucune voix en dehors des rangs de l'UDC. Le Conseil des Etats en a fait de même le 19 septembre 2013, par 34 voix contre 6.

Cette initiative, qui vise à rétablir des plafonds et des contingents annuels, remplacerait un système relativement souple par une machinerie très bureaucratique, pour ne pas dire kafkaïenne, alors que cette initiative émane de l'UDC, qui n'a jamais manifesté beaucoup de considération pour l'Etat et l'administration.

L'UDC tente de faire croire à la population que la fixation de plafonds annuels est la solution miracle, alors que l'on sait bien que

ce sont les besoins de l'économie qui conditionnent la demande de main d'œuvre, avec ou sans contingents.

Les problèmes posés par l'immigration, qu'il ne faut pas nier, sans pour autant les exagérer, trouveront une solution par des mesures politiques et non au travers de contingents. Luttons, en

premier lieu, contre la sous-enchère salariale, bien trop répandue. Prenons des mesures en matière de transports publics, de construction

Mobilisons-nous pour combattre cette initiative qui constitue un superbe auto-goal sur le plan économique et en matière de politique étrangère.

de logements, domaines qui ont été délaissés, notamment dans les agglomérations, face à cette demande importante liée à l'accroissement de la population. Intégrons mieux les femmes et les migrantes, notamment dans le marché du travail.

L'immigration est, en premier lieu, un enrichissement culturel et humain pour notre pays. C'est aussi, bien entendu, un atout de taille pour notre économie et, si l'on se penche sur la question des assurances sociales, on constatera qu'en 2010 l'immigration a financé une partie des prestations perçues par les Suisses puisque ces derniers cotisent à raison de 75 % des cotisations AVS alors qu'ils en perçoivent 82 %!

Comme l'a relevé Christian Levrat lors du débat au Conseil des Etats: «Si nous avons une responsabilité dans cette campagne de votation, c'est celle d'apporter des réponses concrètes aux difficultés réelles de la population et non pas de lui faire croire que, par le biais de contingents, nous pourrions limiter les conséquences négatives de la libre circulation des personnes».

Mobilisons-nous pour combattre cette initiative qui rompt avec la tradition humanitaire de la Suisse et qui constitue un superbe auto-goal sur le plan économique et en matière de politique étrangère en bloquant la libre circulation des personnes.



123 rf

Didier Berberat
conseiller aux Etats (NE)



Un combat difficile pour une réforme indispensable

Le Parlement a désormais débuté ses travaux sur notre initiative en faveur d'une caisse publique d'assurance-maladie. Le peuple suisse se prononcera certainement en automne 2014. S'il n'y a rien à attendre de l'actuelle majorité bourgeoise du Parlement pour reconsidérer l'absurdité de l'actuelle concurrence entre les caisses-maladie et ses nombreux effets pervers, il nous incombe de mener la lutte pour convaincre la population que l'on peut faire mieux et aspirer à davantage de justice sociale.

La Suisse dispose d'un très bon système de santé. L'offre y est de qualité et l'accès garanti à toutes et tous. Mais il coûte cher et sa gouvernance est problématique. Fédéralisme, subsidiarité et libéralisme sous-tendent un ensemble vaste et complexe de compétences fédérales, cantonales et communales, associant des acteurs publics et privés. Conséquence, le pilotage des politiques est cloisonné. Il manque d'objectifs clairs et de transparence. Il génère de nombreuses inégalités.

Dans ce contexte, l'initiative en faveur d'une caisse publique entend résoudre plusieurs problèmes. Elle vise d'avantage de visibilité et d'efficacité. Illustrations :

1. Le domaine de la santé n'est pas un marché usuel. Produits et prix sont identiques pour tous. Il ne peut donc y avoir de concurrence induisant un impact effectif sur la maîtrise ou la baisse des coûts.

2. L'application simultanée par les caisses de l'assurance sociale obligatoire et des assurances complémentaires provoque la confusion. Elle conduit à des montages juridiques inadéquats pour un régime social. Transparence partielle, sélection des risques, salaires parfois abusifs en découlent.

3. La pluralité des caisses et la foison des modèles d'assurances rendent le système inutilement compliqué. Les citoyens ne s'y retrouvent plus.

4. Les inégalités de traitement des assurés sont crasses, avec des écarts de primes injustes, voire disproportionnés (50-60% ou plus!).

5. Cette pseudo concurrence doit être régulée par un mécanisme de compensation des risques entre caisses. Compliqué, il coûte cher.

C'est la meilleure preuve de la contradiction du système.

6. Les calculs de prime sont opaques et souvent sans cohérence avec l'évolution des coûts de la santé. Le manque de transparence et les écarts entre caisses qui caractérisent cette situation sont inacceptables.

Le système actuel manque d'objectifs clairs et de transparence. Il génère de nombreuses inégalités.

7. La gestion des réserves est problématique. A ce jour, pour certains cantons, les assurés ont payé 2 milliards de primes en trop. Une seule réserve fédérale résoudrait tous les problèmes.

8. Les changements de caisse ne concernent qu'une minorité d'assuré-e-s et coûtent des centaines de millions de francs en charges administratives et en complications pour les gens. C'est ridicule. Il faut une prime unique par canton.

9. Les scandales de gestion ont trop sévi ! Les «affaires» Visana, Supra, EGK, CSS, etc., sont la brillante démonstration des limites du système. D'autres scandales suivront...

10. Les citoyen-ne-s et les fournisseurs de soins sont confrontés à des pratiques parfois intolérables : retards de paiement, tracasseries administratives, pressions sur les traitements, mauvais suivis des changements de caisses, etc. Ces complications n'ont que trop duré.

Enfin, à terme, la caisse publique ouvrira de nouvelles perspectives, par exemple en faveur d'une meilleure prévention, d'une uniformisation des indemnités journalière en cas de maladie ou d'une simplification des pratiques de réduction des primes. Autant de défis illusoire avec les 60 caisses actuelles. Il vaut donc la peine de s'engager pour que notre initiative l'emporte!



Assurance-maladie : la Suisse a besoin d'un changement en profondeur du système

Stéphane Rossini
conseiller national (VS)



La session d'hiver des Chambres fédérales débutera le 25 novembre prochain, avec des objets aussi variés que nombreux. Petit florilège des principaux d'entre eux avec quelques-uns de nos parlementaires.



Libre-échange avec la Chine

Cet accord de libre-échange semble faire la fierté de nos négociateurs. Mais parle-nous plutôt du revers de la médaille.

Le Conseil fédéral a négocié des accords de libre-échange avec l'Inde et la Chine, deux pays qui présentent des lacunes considérables en matière de Droits humains, de conditions de travail et de protection de l'environnement. Dès lors, nous ne pouvons souscrire à des traités qui ne comprendraient pas de clauses spécifiquement consacrées à ces conditions fondamentales. Nous soutiendrons, en revanche, des accords commerciaux contribuant à leur amélioration.

Comment pourrait-on améliorer ce type de négociations, afin de remédier à ces effets pervers ?

Le PS exige que les futurs accords commerciaux de ce type comprennent notamment :

- Le respect des huit normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) ;
- La constitution d'une commission tripartite chargée de surveiller les dispositions relatives au développement durable ;
- Une procédure juridiquement contraignante en cas de violation des dispositions relatives aux Droits humains et du travail.

Si ces futurs accords ne comprennent pas de telles dispositions, le PS s'y opposera.



Formation continue

Depuis de nombreuses années maintenant, la formation continue est un cheval de bataille du PS Suisse, pourquoi est-ce si important pour la vie professionnelle des actifs-ve-s ?

Si au siècle passé une formation professionnelle permettait d'exercer son métier une vie durant, ce temps est aujourd'hui révolu. La société du XXI^e siècle est en perpétuelle mutation, les technologies évoluent très vite. Il y a donc nécessité absolue de se former tout au long de la vie pour rester intégré au marché du travail, mais aussi à la société.

Quels sont les principaux enjeux ou les nouveautés majeures de ce projet de loi ?

L'accessibilité à la formation continue pour toutes et tous doit être améliorée. Les personnes peu formées, à qui il manque des compétences de base, pourront ainsi être détectées, reconnues et aidées par une coordination nationale des actions en leur faveur.

Grâce à ce projet aussi novateur qu'attendu, la qualité et la transparence des multiples offres de formation continue seront enfin améliorées.



Ecoles polytechniques fédérales (EPF)

Les écoles polytechniques fédérales (EPF) ont une très grande marge de manœuvre, est-ce toujours positif ?

Le succès des EPF a un fort impact positif sur la formation, la recherche et l'emploi en Suisse. Il est dû notamment à leur grande marge de manœuvre et leur mode de gouvernance. Cette marge doit s'exercer à l'intérieur des objectifs fixés par les politiques publiques. Ces dernières doivent déterminer les choix stratégiques, dont font, à mon avis, aussi partie deux domaines controversés : le montant des taxes d'études et les conditions d'accès aux moyens de tiers.

Elles avaient prévu une augmentation de leurs taxes d'études. Grâce à une pression importante du Parti socialiste, celle-ci a pu être évitée. Doit-on s'attendre à de nouvelles tentatives de hausses au cours des prochaines années ?

Actuellement, les EPF font partie des rares hautes-écoles de Suisse libres d'augmenter leurs taxes sans en référer à l'autorité politique. C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste a fait passer une intervention qui donne au Conseil fédéral la compétence d'approuver toute augmentation qui dépasse la compensation du renchérissement. De nouvelles tentatives devraient ainsi être contenues.



Forfaits fiscaux

A combien s'élèveraient les pertes liées à l'adoption de l'initiative visant à abolir les privilèges fiscaux des millionnaires étrangers ?

A ce jour, cinq cantons ont déjà supprimé les forfaits fiscaux. Zurich, qui a été le premier canton à l'appliquer en 2009, a vu ses rentrées fiscales augmenter de 1,6 millions de francs en 2010. Et ce malgré le départ de la moitié des contribuables concernés, qui, pour la plupart, se sont installés dans le canton de Schwyz. Ainsi, la moitié des contribuables qui sont restés, et ont donc payé des impôts « normaux », a plus que compensé les pertes consécutives aux départs. Le canton de Zurich ne s'est pas appauvri. Mieux, il s'est enrichi !

A l'origine, la motivation de cette initiative est-elle d'ordre éthique, économique, les deux ?

Les deux. Il s'agit d'abord d'œuvrer pour la justice fiscale. Les forfaits fiscaux sont contraires à la Constitution, qui précise que chacun doit payer des impôts en fonction de ses revenus et de sa fortune. Mais vu que cette mesure est à même d'apporter des rentrées fiscales supplémentaires, elle est d'autant plus nécessaire. Enfin, l'impôt forfaitaire alimente une concurrence malsaine entre les cantons, c'est pourquoi nous avons soutenu cette initiative au niveau fédéral.



Manuel Tornare
conseiller national (GE)



Josiane Aubert
conseillère nationale (VD)



Jean-François Steiert
conseiller national (FR)



Christian Levrat
conseiller aux Etats (FR)
et président du PS Suisse



Adapter la politique familiale aux impératifs d'aujourd'hui

La famille est une nouvelle fois au centre des discussions ces dernières semaines, avec l'initiative sur les familles déposée par l'UDC. La politique familiale mérite d'être débattue, mais pas en termes de défiscalisation pour les femmes au foyer. La famille d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Les rôles ne sont plus répartis aussi clairement. En outre, l'initiative ne favorise pas les familles qui sont le plus dans le besoin, car certaines d'entre elles ne peuvent tout simplement pas se permettre de n'avoir qu'un des deux parents qui travaille. C'est pourquoi il nous faut prendre d'autres mesures plus adaptées aux besoins réels de la population.

Une priorité de notre politique familiale est l'harmonisation et la mise en œuvre d'un modèle national concernant le congé parental. Il est nécessaire de permettre à tous les pères de pouvoir profiter de leur nouveau-né et d'aider la mère au retour de son hospitalisation. En effet, si l'octroi d'un congé paternité supérieur à un jour est déjà instauré dans de nombreux cantons et villes de Suisse, certaines entreprises peinent encore à concéder un congé plus conséquent. Il est temps d'offrir aux familles de ce pays une meilleure protection et une meilleure qualité de vie à l'occasion de la naissance d'un enfant. Un pas aurait pu être fait dans ce sens si le parlement avait accepté ma motion en septembre; mais le refus de ma proposition à une courte majorité me motive encore plus à me battre pour introduire un réel congé parental dans ce pays. Le Conseil fédéral devrait s'engager avec plus de conviction dans une politique familiale active et prendre ses responsabilités. Malheureusement, cela ne semble pas être le

cas, comme le démontre le dernier rapport sur le congé parental. En effet, le Conseil fédéral estime que le congé parental n'est pas une priorité en matière de conciliation entre vies familiale et professionnelle.

Une priorité de notre politique familiale est l'harmonisation et la mise en œuvre d'un modèle national concernant le congé parental.

Un autre manque important dans la politique familiale concerne l'aide au retour des femmes à la vie active. Après une absence prolongée du monde professionnel, elles sont nombreuses à éprouver des difficultés à retrouver du travail. C'est loin d'être un phénomène anodin, d'autant plus si l'on considère que ces femmes représentent un potentiel intéressant et disponible sur place pour faire face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée dont souffrent déjà certains secteurs de l'économie. En effet, ces femmes sont très souvent au bénéfice d'une formation achevée de type II. Ces

difficultés à se réinsérer peuvent être mal vécues et les décourager à rechercher un emploi. Cette recherche est d'autant plus ardue que ces femmes trouvent difficilement des structures d'accueil pour leurs enfants. Là encore, il s'agit d'une priorité essentielle dans le domaine de la politique familiale. D'une part, une aide à la réinsertion professionnelle doit être proposée et d'autre part, des offres de structures d'accueil accessibles financièrement doivent être mises en place et en nombre suffisant.

Ces deux problématiques constituent pour moi des priorités importantes auxquelles la population doit être sensibilisée. Plutôt que d'envisager une solution de défiscalisation quelque peu populiste, nous nous devons de penser en amont à des actions concrètes et nécessaires pour le bien être de toutes les familles en Suisse.

Valérie Piller Carrard
conseillère nationale (FR)



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- 17.11.13: Journée de mobilisation finale pour l'initiative 1:12
- 24.11.13: Votations fédérales
- 25.11-13.12.13: Session d'hiver des Chambres fédérales
- 4.12.13, 18h30: Coordination romande, Lausanne

JS Suisse www.jss.ch

- 17.11.13: Journée de mobilisation finale pour l'initiative 1:12 et brunchs de mobilisation
- 23.11.13, 18h00: Fête de fin de campagne sur l'initiative 1:12 - Berne
- 26.11.13, 20h00: Groupe de travail International, Buffet de la gare à Olten
- 14.12.13, 11h00: Assemblée des délégué-e-s des JS Suisse / élection du-de la nouveau-elle secrétaire central-e, Saint-Gall

Fribourg www.ps-fr.ch

- 12.12.13, 20h00: Café national, Restaurant St-Georges à Corminbœuf

Genève www.ps-ge.ch

- 4.12.13, 20h00: Assemblée générale du PS genevois, Rue des Voisins 15 à Genève

Neuchâtel www.psn.ch

- 20.11.13, 19h30: Assemblée générale des Femmes socialistes neuchâteloises

Valais romand www.psvr.ch

- 13.12.13, 20h00: Rencontre avec la population à Grimisuat

Vaud www.ps-vd.ch

- 12.12.13, 20h00: Comité cantonal, Maison du peuple à Lausanne

Université d'été du PS Suisse

**Réservez déjà la date :
du 7 au 10 août 2014 à Chandolin (VS)**

Plus d'informations suivront dans le prochain numéro



125 ans de luttes en faveur d'une Suisse pour tous, sans privilèges

Le mardi 26 novembre sera un moment fort et particulier pour celles et ceux qui apprécient l'histoire, la politique et le Parti socialiste suisse. Le vernissage du livre du jubilé, « Une pensée unie – mais pas unique », qui retrace les 125 ans d'histoire du Parti, aura lieu au Musée alpin de Berne.

Des balbutiements du mouvement ouvrier au milieu du XIX^e siècle, en passant par la création du Parti suisse le 22 octobre 1888, jusqu'à la fondation du Parti cantonal d'Appenzel Rhodes-Intérieures en 2012, cet ouvrage coud de fil rouge l'histoire du PS Suisse. Les pages thématiques relatent ses conquêtes et luttes, quant au lexique en appendice, il retrace les biographies des personnalités incontournables en expliquant les concepts essentiels du socialisme. Avec les contributions, notamment, de Nicola Behrens, Regina Wecker, Valérie Boillat, Gabriele Rossi, Bernard Degen, ...

Les portes s'ouvriront à 18h00. Le président du PS Suisse Christian Levrat adressera quelques mots de bienvenue. Bernard Degen présentera ensuite Robert Grimm, un marxiste dans la politique suisse. Ce sera également l'occasion pour Line Rennwald d'ouvrir la discussion sur le côté « ouvrier » du PS Suisse. Alors qu'elle vient de terminer sa thèse sur les Partis socialistes européens, c'est à la fois comme experte et comme passionnée, qu'elle saura apporter quelques éléments de réponse



sur l'électorat du Parti socialiste. Barbara Haering abordera la question de l'armée suisse et de la politique de sécurité. Quant à Hans-Jürg Fehr, ancien président du PS Suisse et figure incontournable, il modérera une discussion entre François Baer et Nicolas Behrens sur le changement et l'histoire. Au travers d'un discours de clôture, Jacqueline Fehr mettra un point final à la cérémonie, avant de laisser place à l'animation musicale de Hans Fässler et d'un l'apéritif.

Le Musée alpin de Berne est situé dans la capitale, à l'Helvetiaplatz 4. Les places sont limitées. Merci de vous inscrire à 125ans@pssuisse.ch jusqu'au 20 novembre au plus tard.



**Une pensée unie – mais pas unique
125 ans du Parti socialiste suisse
500 pages, richement illustré,
Allemand et français
Fr. 68.–, ISBN 978-3-85791-708-0
Commande en ligne sur www.redboox.ch**



SPINAS CIVIL VOICES



L'EAU POTABLE EST

LA BASE DE TOUT DÉVELOPPEMENT.

Pour votre anniversaire, demandez de l'eau potable pour les enfants d'Afrique sur WWW.MON-SOUHAIT.CH

Avec le soutien de

GEBERIT

GLOBETROTTER
TRAVEL SERVICE



HELVETAS

Agir pour un monde meilleur